

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Entreprise • (Page 08)

Disney accélère son virage vers les ventes en ligne

Le géant du divertissement a annoncé mercredi la fermeture prochaine d'« au moins ...

Livraison de repas

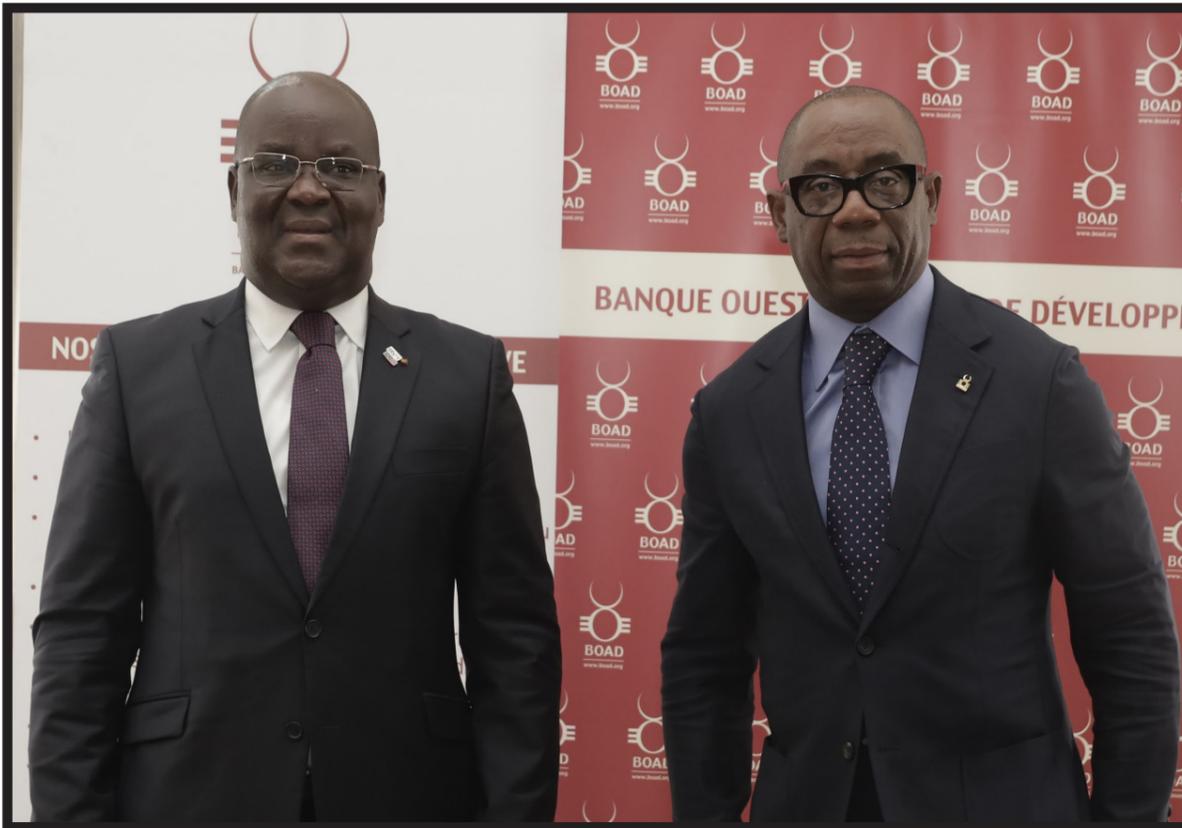
Deliveroo roule vers la Bourse de Londres

Le britannique entend profiter de l'assouplissement des règles encadrant les cotations à la City pour se lancer sur les marchés ... • (Page 08)

Marché financier régional

• (Page 03)

Visite de travail de la BRVM à la BOAD



Faim « zéro » d'ici 2030

L'Afrique n'est pas sur la bonne voie

L'Afrique n'est pas sur la bonne voie pour parvenir à la faim « zéro » d'ici 2030, déclare le Représentant régional de l'Organisation des Nations Unies pour ... • (Page 02)

Emploi au Togo

Renforcement de capacités des membres du PNE

Le ministère en charge de l'emploi à travers la direction générale de l'emploi renforce depuis ce mercredi 3 Mars 2021, les capacités ... • (Page 04)

Cybersécurité

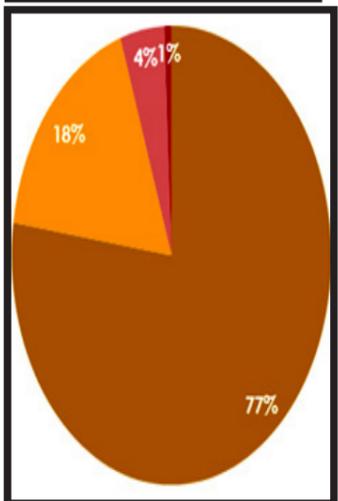
Malick Fall de Polaris ST prévient sur les risques

Des mathématiques à la cybersécurité, le virage a été évident pour Malick Fall, devenu un grand expert en la ... • (Page 06)

Lutte contre la COVID-19

• (Page 04)

Les Togolais sont satisfaits de la réponse du gouvernement



Cantines scolaires au Togo

Déjà 22 milliards de francs CFA dépensés

Le gouvernement togolais a mis en œuvre le programme de cantines scolaires pour assurer un ... • (Page 11)

Journée Internationale de la Femme

Suivez **Dr Vera SONGWE**, Secrétaire Exécutive de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies



L'Entrepreneuriat Féminin : un vecteur de participation et de leadership des femmes dans le développement économique

09H00

https://cutt.ly/bLXW4Ft

Faim « zéro » d'ici 2030

L'Afrique n'est pas sur la bonne voie

L'Afrique n'est pas sur la bonne voie pour parvenir à la faim « zéro » d'ici 2030, déclare le Représentant régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Afrique, Abebe Haile-Gabriel, lors d'une réunion virtuelle, le 03 mars 2021, visant à examiner les progrès réalisés par le continent pour atteindre cet objectif jusqu'à présent.



● Joël YANCLO

Co-organisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Programme alimentaire mondial (PAM), en collaboration avec le Gouvernement de la République du Congo, la réunion s'inscrit dans le cadre de la septième session du Forum régional africain pour le développement durable (FRADD) qui se déroule actuellement à Brazzaville. « Les résultats restent insatisfaisants et les défis sont nombreux en raison du changement climatique, de la mauvaise situation économique et des effets négatifs de la COVID 19, ainsi que du manque d'investissements publics », affirme M. Haile-Gabriel. Il indique cependant que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est une opportunité unique pour la transformation du système alimentaire du continent. Pour résoudre la question de la faim en Afrique, M. Haile-Gabriel déclare que la volonté politique et l'engagement au plus haut niveau sont

essentiels, ajoutant que les actions et les investissements aux niveaux national et local sont également essentiels. Il dit qu'il est urgent pour le continent de rebâtir et plus solide pour l'avenir après la pandémie de COVID-19 et demandant ainsi aux gouvernements d'investir dans des mesures de protection sociale afin de sauver les plus vulnérables de la société. La transformation du système alimentaire africain est cruciale pour aider à mettre fin à la faim, déclare-t-il, ajoutant que l'adoption d'approches multisectorielles holistiques est nécessaire. Chris Toe, du PAM, déclare que les pays africains doivent prioriser et intensifier les investissements dans la transformation rurale, les infrastructures durables et le développement du capital humain alors qu'ils s'efforcent d'éliminer la faim et les insécurité alimentaires. Cela, dit-il, aidera non seulement à maintenir les progrès en cours, mais aussi à contribuer à la quête du continent pour parvenir à la faim « zéro », comme le

soutiennent les ODD et l'engagement de l'Afrique pour 2025 à mettre fin à la faim et les Aspirations de l'Agenda 2063. Un responsable du gouvernement congolais, M. Mukena Bantu, Conseiller en charge de la coopération et des projets, s'exprimant au nom du ministre de l'agriculture, M. Joseph-Antoine Kasongo, déclare que la nouvelle administration est déterminée à accélérer le développement de l'agriculture pour mettre fin à la faim. « Nous avons dit que le sol doit prendre le dessus sur le sous-sol », déclare-t-il, ajoutant : « Il existe une volonté politique de mener toutes les actions nécessaires pour parvenir à la sécurité alimentaire ». L'évènement parallèle a permis aux États membres de réfléchir et de partager sur les mesures de transformation et les investissements qui faciliteront la construction de systèmes alimentaires africains afin de mieux répondre au Programme de développement à l'horizon 2030 et aux Aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

AUX DECIDEURS ...

Remédier au manque d'expérience...

Nul n'ignore que la commande publique constitue une niche d'opportunités pour les entreprises notamment, le secteur privé, les PME/PMI. Ces derniers d'ailleurs monopolisent l'attention des autorités togolaises qui n'hésitent pas à réserver une marge aux jeunes entrepreneurs. 25% des marchés publics sont réservés aux jeunes au Togo. Mais il est difficile pour ces jeunes entrepreneurs de conquérir la part de marché qui leur est réservée.

Faute d'expérience, nombreux de ces jeunes abdiquent et ne profitent pas de ces opportunités que leur offre la commande publique.

Afin d'y remédier, une formation est organisée du 1er mars au 1er juin et s'adresse aux jeunes entrepreneurs inscrits sur le site de la direction nationale de contrôle des marchés Publics (DNCMP). Les sessions seront assurées par l'Institut africain de la commande publique en partenariat avec le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) et de la direction nationale de contrôle des marchés publics (DNCMP). Initiative louable.

Car, la commande publique impose à tous les acheteurs des règles à respecter, et ce en vue de trois objectifs principaux à savoir garantir un bon rapport qualité/prix, lutter contre la corruption et assurer la transparence et la mise en concurrence. Pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures et de services, un organisme public doit conclure un marché public avec un fournisseur ou un entrepreneur. Les règles qui s'appliquent à ces contrats sont définies par la législation relative aux marchés publics.

Un marché public est un contrat administratif conclus à titre onéreux entre un organisme public et un fournisseur ou un prestataire pour répondre aux besoins d'un organisme public en matière de travaux, de fournitures ou de services.

Au Togo, la direction nationale de contrôle des marchés Publics (DNCMP) a donc vu juste en renforçant la capacité des jeunes entrepreneurs.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Source
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Source
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Marché financier régional

Visite de travail de la BRVM à la BOAD

Serge EKUE, président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a eu une rencontre et une séance de travail avec le Directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) et du Dépositaire central/Banque de règlement (DC/BR), Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE, mercredi 03 mars 2021 à Lomé. Les deux personnalités ont échangé sur le rôle que pourrait jouer la BOAD dans l'animation et la modernisation du marché financier régional au bénéfice des économies des pays membres.

• Joël YANCLO

Convergence de vue sur le rôle de la BOAD dans le développement du marché obligataire en qualité d'émetteur de référence, son rôle de leader dans la promotion des instruments innovants et de financement durable (green bonds, social bonds etc.) Serge EKUE, président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et le Directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) et du Dépositaire central/Banque de règlement (DC/BR), Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE ont échangé sur la contribution de la Banque au développement du marché actions de la BRVM, le mercredi 03 mars 2021 à Lomé au siège de la BOAD. En effet, le président de la BOAD, a reçu une délégation de la BRVM et du DC/BR conduite par son Directeur Général, Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE



• Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE, DG BRVM et du DC/BR et Serge EKUE, président de la BOAD

accompagné de Messieurs Birahim DIOUF, Directeur Général Adjoint du DC/BR, Hermann TRAORE, Directeur du Département des Etudes de la Stratégie et du Développement et Bertrand BODET, Directeur de l'Antenne Nationale de la Bourse

du Togo. Cette visite de travail a permis à la BOAD et aux Structures Centrales du marché financier régional de l'UEMOA d'évoquer plusieurs sujets d'intérêt commun en vue de renforcer leur coopération. Les trois Institutions ont réaffirmé leur vo-

lonté de continuer à travailler ensemble pour le financement à long terme et l'accélération de la croissance dans les pays de l'UEMOA. Pour rappel, trois mois après sa prise de fonction à la tête de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD),

Serge EKUE avait effectué une visite de travail au siège de la BRVM à Abidjan, lundi 07 décembre 2020. Visite au cours de laquelle il a fait sonner la cloche pour marquer l'ouverture de la journée de bourse. Occasion pour Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE, Directeur Général de la BRVM et du DC/BR, d'adresser ses chaleureuses félicitations à Serge EKUE pour sa nomination à la tête de la BOAD. Il avait salué l'excellence de la coopération existante entre les deux Structures Centrales (BRVM et DC/BR) du Marché Financier Régional et la BOAD qui en est un acteur majeur, en tant qu'actionnaire de la BRVM et du DC/BR, émetteur de référence sur le marché des obligations et investisseur institutionnel. Au cours de cette visite de travail, le Président de la BOAD a ouvert la journée de cotation en procédant à la son-

rie de la cloche et a eu droit à quelques explications sur le fonctionnement de la Salle de Marché de la BRVM. Lors des échanges avec le Comité de Direction de la BRVM et du DC/BR, des sujets d'intérêt commun ont été abordés en vue du développement du marché des capitaux de l'UEMOA. Il s'agit notamment du rôle structurant que la BOAD doit continuer de jouer sur le marché obligataire en tant qu'émetteur de référence, du développement de la Titrisation pour le refinancement des banques et des entreprises, d'une meilleure valorisation des actifs sous conservation auprès du DC/BR grâce à des techniques modernes de circulation de titres (Prêts/emprunts de titres, swaps d'actifs etc.) et enfin, de la promotion des instruments comme les obligations sécurisées, les green ou social bonds etc.

CMJN



• Tête-à-tête entre les deux personnalités



• Photo de Famille

Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

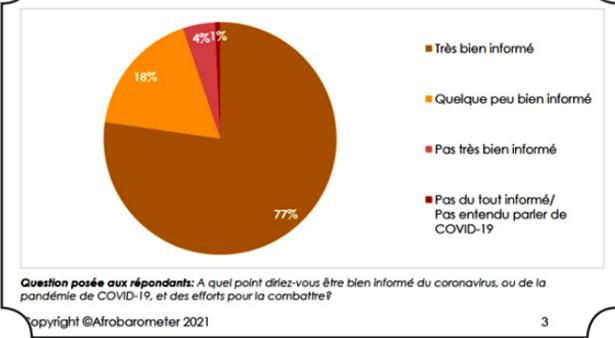
Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Lutte contre la COVID-19

Les Togolais sont satisfaits de la réponse du gouvernement

Un nouveau sondage d'Afrobarometer au Togo révèle que la majorité des Togolais approuvent la gestion de la COVID-19 dans son ensemble par le gouvernement. Toutefois, la fermeture des écoles est moins populaire et, aux yeux de la plupart des Togolais, a duré trop longtemps.

Figure 1: Connaissance de la COVID-19 | Togo | 2021



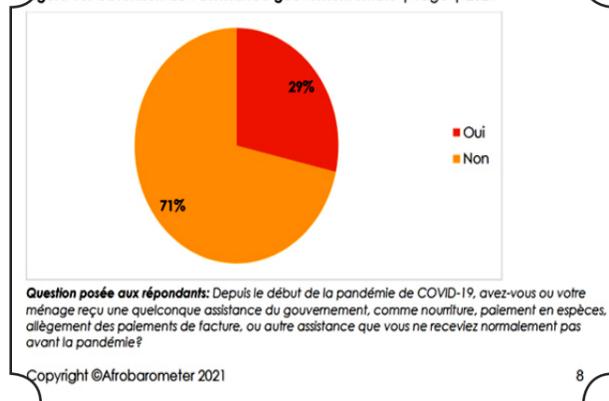
• Vivien ATAKPABEM

Le Togo a confirmé son premier cas de COVID-19 le 6 mars 2020 et a recensé depuis lors 6,933 cas pour 85 personnes ayant perdu leur vie (Organisation Mondiale de la Santé, 2021). Pour contrôler la propagation du coronavirus sur son sol, le gouvernement togolais a pris une batterie de mesures au niveau sécuritaire, sanitaire, sociale, et économique. Au niveau sécuritaire, il y a entre autres mesures la fermeture des frontières terrestres et aériennes, la limitation du nombre de personnes pouvant se réunir, la mise en place du couvre-feu, la création d'une force spéciale anti-pandémie de 5.000 hommes, la fermeture des lieux de cultes, la fermeture des bars et boîtes de nuit, l'interdiction de l'accès aux plages, le bouclage de certaines zones/villes du pays, la limitation du nombre de personnes dans les véhicules, et la fermeture des établissements scolaires et universitaires. Au niveau sanitaire, le gouvernement a mis en place le port du masque dans l'espace public, le lavage des mains dans les lieux d'accès public, la déclaration d'état d'urgence sanitaire, et la mise en place de laboratoires mobiles pour les dépistages à l'intérieur du pays. Au niveau social, il y a la mise en place des transferts aux plus vulnérables (avec le soutien des partenaires techniques et financiers ainsi que celle de l'organisation philanthropiste Give Directly), la gratuité des tranches sociales pour l'eau et l'électricité, et le réaménagement des horaires

de travail dans la fonction publique. Enfin, au niveau économique, l'Etat a créé un fond de solidarité et de relance économique de 400 milliards de FCFA ainsi que la mise en place de mesures incitatives et d'allègement fiscal, surtout pour les petites et moyennes entreprises et industries (Coronavirus au Togo, 2021 ; Full News, 2021). Un nouveau sondage d'Afrobarometer au Togo révèle que si les citoyens touchés par les mesures de confinement ont eu du mal à s'y conformer, la majorité d'entre eux considèrent que ces restrictions sont nécessaires. La fermeture des écoles est moins populaire et, aux yeux de la plupart des Togolais, a duré trop longtemps. Le gouvernement reçoit une approbation majoritaire quant à sa gestion de la COVID-19 dans son ensemble, mais il est confronté à plusieurs défis, notamment le sentiment que l'aide aux ménages a été distribuée de façon inéquitable et que les fonctionnaires volent des ressources allouées à la réponse à la pandémie. La majorité des Togolais ne font pas confiance à leur

gouvernement pour ce qui est de garantir l'innocuité des vaccins COVID-19, et moins de la moitié d'entre eux affirment qu'ils essaieront de se faire vacciner lorsqu'un vaccin sera disponible. Quatre personnes sur 10 préféreraient la prière à un vaccin pour éviter de contracter la COVID-19. L'enquête Afrobarometer Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatifs à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. L'équipe d'Afrobarometer au Togo, conduite par le Center for Research and Opinion Polls (CROP), s'est entretenue avec 1.200 adultes togolais en décembre 2020 et janvier 2021. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Togo en 2012, 2014, et 2017.

Figure 10: Obtention de l'assistance gouvernementale | Togo | 2021



Emploi au Togo

Renforcement de capacités des membres du PNE

Le ministère en charge de l'emploi à travers la direction générale de l'emploi renforce depuis ce mercredi 3 Mars 2021, les capacités des membres du comité de suivi de la PNE (politique nationale de l'emploi) et des cadres des structures chargées de l'emploi.



• Bernard AFAWOUBO

Au Togo, la politique nationale de l'emploi (PNE) a évolué, puisqu'il y a presque deux ans elle a contribué à la réduction du taux de chômage de 0,5 et du taux de sous-emploi de 1% par an sur la période de 2014-2018. Mais faut-il le rappeler, cette politique a démontré certaines insuffisances relatives à sa mise en œuvre notamment la faible capacité des acteurs en matière d'élaboration, de suivi et d'évaluation de politique. Ainsi, cette formation de renforcement de capacité vient à point nommé pour pallier à cette insuffisance et dans la perspective de l'élaboration de la nouvelle politique de l'emploi. En effet, cette formation de deux jours répond à l'une des recommandations phares issues de l'évaluation de la politique nationale de l'emploi. Elle permettra d'aguerrir les participants et leur permettre d'être plus efficaces dans le

processus de sa relecture qui sera enclenché dans les jours à venir. « La Politique nationale de l'emploi a pris fin en 2018. Il a été procédé une évaluation de cette politique et de la manière dont elle a été conduite. Il s'est révélé que même les membres du comité de suivi et des cadres qui sont chargés de l'emploi ne maîtrisent pas les procédures de l'élaboration, de suivi et d'évaluation de cette politique. Le besoin s'est donc senti dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle politique nationale en vue, qu'on puisse outiller ces acteurs et aussi profiter pour aguerrir tous les cadres des structures qui sont chargés des questions d'emploi afin que cette nouvelle politique qui arrive bientôt ne souffrent plus des maux qu'elle avait souffert par le passé » a indiqué Kondo Loking, Directeur général de l'emploi. « Le Gouvernement, à travers sa feuille de

route stratégique pour les cinq années, ambitionne dynamiser la création d'emploi en s'appuyant sur les forces de l'économie. Pour mener à bien ce vaste chantier, il a besoin des institutions performantes avec des hommes et femmes aguerris. C'est dans la perspective de combler certaines carences et de développer un système de suivi-évaluation pour une meilleure opérationnalisation des instruments de promotion de l'emploi, qu'intervient le présent atelier dont l'objectif est de vous amener à vous approprier les éléments nécessaires à l'élaboration et au suivi-évaluation de la mise en œuvre de la politique et ensuite favoriser une meilleure coordination de toutes les institutions chargées de l'emploi dans une dynamique tripartite, socle d'un partenariat gagnant-gagnant dans le domaine de l'emploi » a précisé Sampo Alandja, Directeur de cabinet du ministère de la fonction publique. Pour rappel, cet exercice revêt un caractère important et se veut un point de départ d'une échéance capitale, celle de la mise œuvre de la nouvelle monture de la politique de l'emploi qui devrait intervenir dans les jours à venir.

Numerique

La TDE va digitaliser la gestion de ses abonnés

La Togolaise des Eaux (TDE) poursuit sa migration vers le digital, avec l'amorce du processus de gestion numérique de ses abonnés. Le distributeur de l'eau qui a marqué son entrée dans l'ère de la digitalisation par l'adoption du mobile money afin de faciliter le paiement des factures aux consommateurs, va ainsi améliorer sa relation client.

Le ministère de la Planification du Développement et de la Coopération, rattaché à la présidence de la république a lancé à cet effet, une procédure visant à recruter un développeur. Celui-ci va mettre en place en faveur de la TDE, une application mobile avec des interfaces permettant de faciliter le parcours client et l'accès

aux informations du compte de l'abonné. La TDE va en outre, améliorer sa gestion clientèle grâce à un système de paiement par carte bancaire ainsi que la possibilité d'une réclamation, intégrée sur la plateforme. Un espace abonné devra dans le même souffle, être créé pour permettre aux abonnés d'avoir accès par exemple, aux histo-

riques de leurs factures ou de leurs paiements, et au numéro de leur compte. L'initiative est financée par un crédit IDA débloqué en faveur du gouvernement togolais, dans le cadre du Projet d'Appui à la Compétitivité des Services Logistiques pour le Commerce.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Chiffres clés	Valeur	Sources
Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

DIALOGUE SUR L'INTÉGRATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS les actions de développement

11 au 12 Mars 2021

Hôtel Sarakawa



**ANGE, au coeur
de la gouvernance environnementale**

angetogo

+228 92145847

info@ange.tg

www.ange.tg



Journée Internationale de la Femme

La BRVM et le DC/BR célèbrent les Femmes entrepreneurs africaines sous le thème :

L'Entrepreneuriat Féminin : un vecteur de participation et de leadership des femmes dans le développement économique

8 Mars 2021

09H00

LIVE

<https://cutt.ly/blXW4Ft>



Dr Vera SONGWE

Secrétaire Exécutive, Commission Economique pour l'Afrique (CEA)



Myss Belmonde DOGO
Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargée de l'Autorisation des Femmes



Antonia SODONON
Représentante Résidente de l'ONU Femmes en Côte d'Ivoire



Marcos GUEDEGBE
PDG, JUS TILLOU (BENIN)



Minata KONE
PDG, SOTRIA-B (BURKINA FASO)



Sara COULIBALY
Fondatrice, NAIMADOLLS (CÔTE D'IVOIRE)



Aïssata DIAKITE
PDG, ZABBAAN (MALI)



Zeinabou MAIDAH
PDG, NIGERLAIT (NIGER)



Yaye Souadou FALL
Co-Fondatrice, E-COVER (SENEGAL)



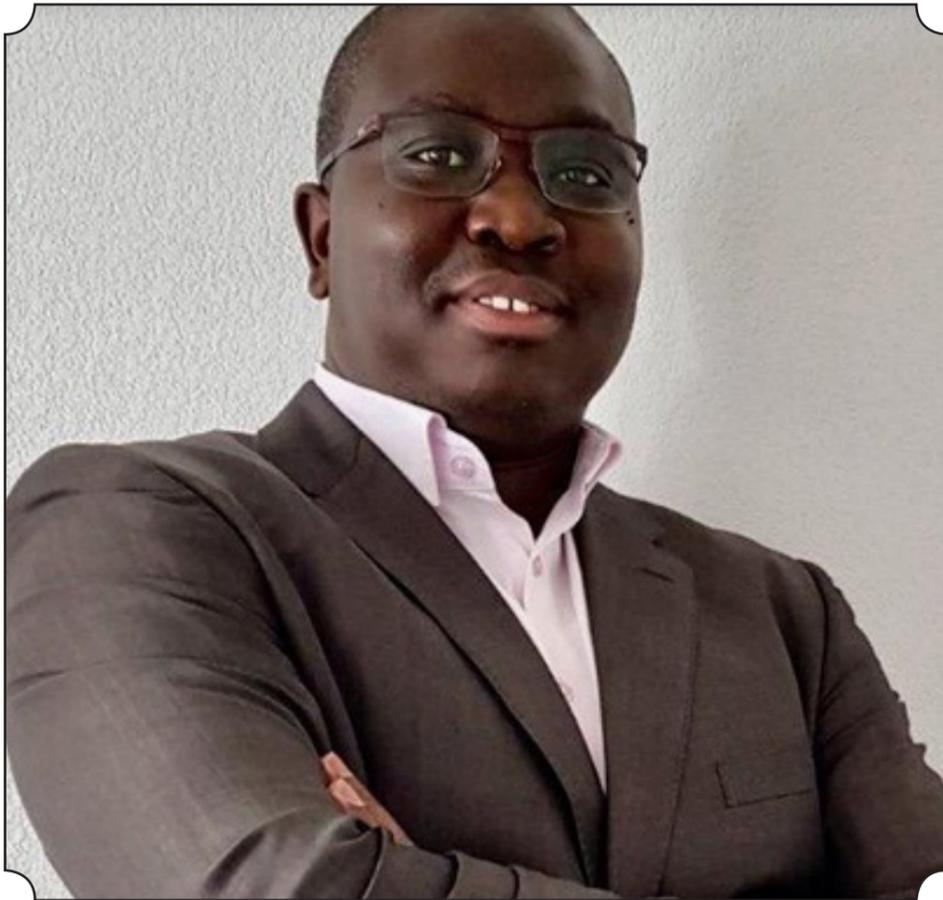
Aminata A. OURO-AGORO
DG, MINAGRO GROUP (TOGO)

Ring the Bell
for Gender Equality



Cybersécurité**Malick Fall de Polaris ST prévient sur les risques**

Des mathématiques à la cybersécurité, le virage a été évident pour Malick Fall, devenu un grand expert en la matière. Après avoir exercé dans de grandes sociétés en France, il est aujourd'hui le fondateur et président du cabinet de conseil en cybersécurité Polaris Secure Technologies, désireux d'écrire de nouvelles pages dans la lutte contre la cybercriminalité et plus particulièrement en Afrique.



● Malick Fall, fondateur et directeur général de Polaris ST

● Rudy CASBI

Né dans la ville sainte de Tivaouane située à l'ouest du Sénégal, ce diplômé en Master de Cryptologie, Sécurité et Codage de l'Information, de l'Université Joseph Fourier de Grenoble, a construit patiemment sa carrière. « J'ai démarré par les mathématiques avant de bifurquer sur l'informatique. J'ai concilié mon amour des Mathématiques et mes connaissances en informatiques en suivant ce master », explique le fondateur de Polaris ST. Rapidement, Malick Fall a saisi l'opportunité dans la cybersécurité. « La demande devient extrêmement importante car la cybercriminalité est en hausse constante », dit-t-il. Polaris pour plus d'impacts et de marges de manœuvre L'expert en cybersécurité sénégalais a occupé un poste d'IT Manager. Malick Fall a mis en œuvre ses compétences dans les solutions logicielles open source spécialisé dans la sécurité des systèmes d'information au Sénégal et en France. Puis, la multinationale française Orange l'a débauché. Il a successivement occupé les postes d'expert sécurité, RSSI, auditeur interne et Consultant Principal. Mais

l'entrepreneuriat l'a toujours tenté. « J'ai créé Polaris ST en 2010. Cela ne représentait que des compléments de revenus » se rappelle-t-il. Toutefois, sa structure lui a permis de travailler sur plusieurs domaines de cybersécurité. L'entrepreneur apprécie la variété des missions : « Nous balayons assez large dans le domaine de la cybersécurité. Nous opérons dans le Conseil, le Management des risques, la Formation et l'Audit », détaille celui dont l'organisme forme plus de deux mille experts, jusqu'aux certifications les plus importantes du domaine, ces dix dernières années.

Des stratégies pertinentes s'imposent en Afrique

La lutte contre la cybercriminalité est un enjeu qui concerne le secteur privé et les administrations publiques au niveau de tous les continents. Le fondateur de Polaris ST conseille deux axes stratégiques dans la gestion de la cybersécurité : la prévention et la détection. « Il faut penser en termes de security by design pour la mise en place d'infrastructures technologiques et numériques », explique-t-on au sein de

l'équipe Polaris ST. Pour cela, la formation en matière de sécurité des acteurs du numérique est primordiale. Toutefois, malgré toutes ces mesures, le risque zéro n'existe pas. La détection devient un enjeu majeur. En Afrique, plusieurs défis sont à relever : « le continent doit unir ses forces pour faire face collectivement aux cyberattaques ». Puis il ajoute qu'« une attaque peut être perpétrée dans un pays, ciblant une victime qui est dans un autre pays et en utilisant une infrastructure localisée dans un troisième ». Cette porosité des frontières numériques ainsi que la coopération des hackers eux-mêmes obligent en effet à une coopération internationale. De plus, la cyberdéfense a un coût non négligeable. Le budget d'un état comme le Sénégal correspond à 0,18% des fonds alloués à la défense des Etats-Unis d'Amérique. Enfin, la souveraineté numérique continentale doit être renforcée afin de maîtriser quelques maillons de la chaîne de défense numérique africaine pour compléter les solutions étrangères car le jeu en vaut la chandelle. A ce jour, aucune de ces solutions n'est africaine.

Afrique / Développement**Une table ronde sur la facilitation des investissements**

La Commission économique pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec cinq autres partenaires, organise un événement de haut niveau de deux jours sur la facilitation des investissements pour le développement dans les pays africains du 3 au 5 mars 2021.



● Nicole ESSO

Cette « Table ronde régionale de haut niveau sur la facilitation des investissements pour le développement : Les avantages et les défis des cadres internationaux de facilitation des investissements pour le développement des économies africaines » est co-organisée par la CEA, le Centre du commerce international (ITC), l'Institut allemand de développement / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE), la Commission de l'Union africaine (CUA), le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et le Forum économique mondial (WEF). La table ronde est censée offrir une plate-forme

d'échange stratégique sur les discussions politiques dynamiques et les négociations sur la facilitation des investissements pour le développement - qui se déroulent à différents niveaux et dans différents forums internationaux - entre un groupe restreint de décideurs politiques de haut niveau, de fonctionnaires et de représentants du secteur privé et d'éminents universitaires se concentrant sur l'Afrique. L'événement sera l'occasion de réfléchir aux avantages et aux défis potentiels des cadres internationaux sur la facilitation des investissements pour le développement. Un tel processus de réflexion aidera les négociateurs à garantir que l'engagement international

de leur pays soit conforme à leurs stratégies de développement durable et à leur programme de réforme national et régional. La table ronde abordera les principaux défis et préoccupations qui devront être pris en considération lors de la négociation de cadres internationaux de facilitation des investissements qui sont bénéfiques pour le développement durable dans le contexte plus large des accords d'investissement. L'objectif est de faciliter l'apprentissage conjoint et le renforcement des capacités parmi les participants. Elle se tiendra selon la Règle de Chatham House pour faciliter des discussions ouvertes et axées sur les résultats.

Reprise économique post Covid 19**Exploiter les nouvelles opportunités pour mieux reconstruire**

A l'occasion de la deuxième édition du Forum d'Assouan (1-5 mars), le vice-président en charge du développement régional à la Banque africaine de développement, Khaled Sherif, a lancé le débat du panel de discussion intitulé : « D'une reprise économique rapide à une transformation structurelle ».

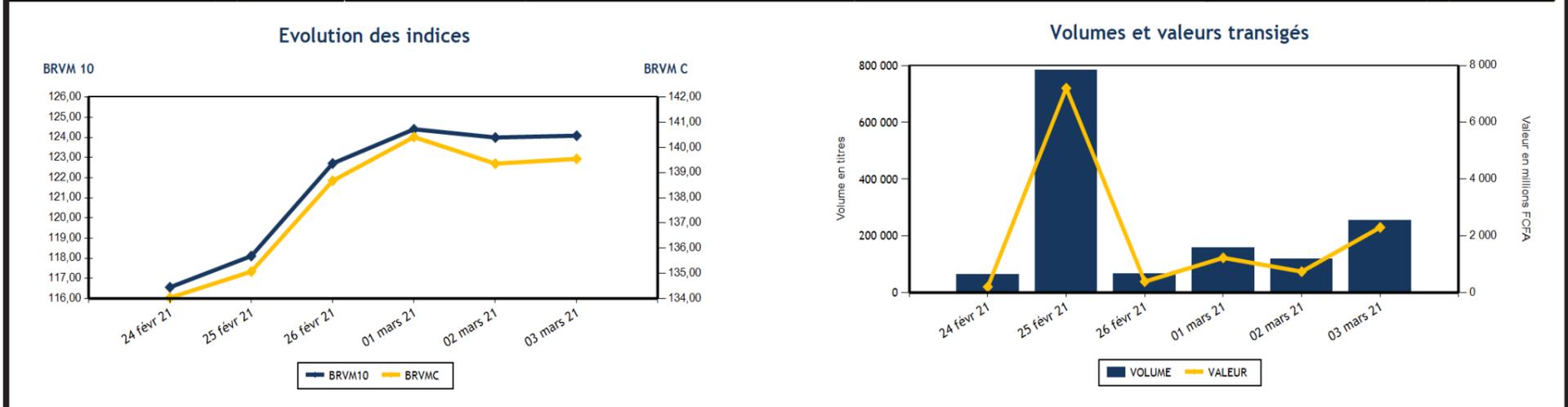
● Junior AREDDOLA

En Afrique, l'impact sanitaire de la pandémie de Covid-19 n'a pas été aussi sévère qu'en Asie, en Europe ou en Amérique. Ses conséquences économiques ont, en revanche, été considérables. En seulement un an, le continent aura perdu tous les bénéfices des avancées économiques réalisées depuis cinq ans », a-t-il constaté. La pandémie de Covid-19 a entraîné un triple choc économique, social et financier sur le continent : récession, chute de l'investissement, faillites en sont les principales conséquences. Dans ce contexte, Khaled Serif a souligné que la Banque africaine de développement avait mis à disposition cinq milliards de dollars américains, via sa Facilité de réponse rapide au Covid-19 (CRF), pour aider 39 pays africains à financer leurs investissements et faire face aux conséquences socioéconomiques de la crise. « Nous assistons à la première récession économique du continent depuis 25 ans

», a relevé le ministre égyptien de la Communication et des Technologies de l'information, Amr Talaat. Mais la pandémie n'a pas que des inconvénients. Elle crée de nouvelles opportunités pour accélérer la transformation digitale qui, en temps de crise, contribue à renforcer les dynamiques de résilience, d'inclusion et d'intégration économique. « Nous vivons des temps exceptionnels », a renchéri la commissaire de l'Union africaine en charge de l'Infrastructure et de l'Énergie, Amani Abou-Zeid, se disant « fière de voir une Afrique unie lutter contre le virus en achetant 670 millions de doses de vaccin et en partageant généreusement ses équipements de protection individuelle et son matériel médical (...). L'Afrique n'écrira pas l'histoire de cette pandémie comme une crise, mais comme une formidable opportunité à un moment où le continent accélère ses investissements en infrastructures, dans les domaines de l'énergie, du transport et du digital qui approfondissent son intégration économique.

» En Afrique, l'impact de la crise a démontré l'urgence de bâtir de nouveaux modèles de développement qui consolident la résilience des économies face aux chocs externes et renforcent leurs capacités à y répondre. L'impératif serait alors d'engager la transition écologique, de réussir la transformation numérique pour relancer une croissance africaine plus durable et plus inclusive qui construit et préserve la paix. Pour Mahmoud Mohieldin, directeur exécutif au Fonds monétaire international, « l'Afrique a, devant elle, de nombreux défis majeurs à relever, parmi lesquels la baisse de l'investissement, le chômage, la pauvreté et la dette. Mais l'Afrique a aussi devant elle plusieurs solutions possibles. » Il a insisté sur « l'urgence de contenir la pandémie en assurant un accès équitable au vaccin. Nous devons aussi mieux valoriser le capital humain. Nous devons enfin mieux reconstruire, de manière plus intelligente, plus durable et plus verte, en menant des réformes structurelles, en investissant dans les infrastructures de dernière génération tout en levant les contraintes d'accès aux financements. »

BRVM 10	124,09	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE mercredi 3 mars 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	139,55
Variation Jour	↑ 0,07 %		Variation Jour	↑ 0,14 %
Variation annuelle	↓ -5,19 %		Variation annuelle	↓ -4,00 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 199 760 778 826	0,14 %
Volume échangé (Actions & Droits)	55 097	-53,14 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	293 493 245	-60,07 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	13	8,33 %
Nombre de titres en baisse	13	-18,75 %
Nombre de titres inchangés	15	7,14 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	4 945	7,50 %	-25,97 %
CIE CI (CIEC)	1 500	6,38 %	0,00 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	405	3,85 %	12,50 %
TOTAL SN (TTLS)	1 355	3,83 %	-24,72 %
NESTLE CI (NTLC)	750	3,45 %	134,38 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 399 148 357 300	-0,04 %
Volume échangé	200 747	21 815,61 %
Valeur transigée (FCFA)	2 007 238 120	21 963,38 %
Nombre de titres transigés	5	-16,67 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	3	
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	225	-6,25 %	-19,64 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 200	-5,14 %	6,67 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 610	-3,73 %	-3,73 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	200	-2,44 %	8,11 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 370	-2,32 %	-8,30 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	39,80	0,89 %	9,79 %	6 139	11 122 855	80,41
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	405,19	0,02 %	-1,29 %	22 824	229 326 965	9,04
BRVM - FINANCES	15	54,84	-0,07 %	-8,58 %	11 654	24 377 835	6,18
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	0,00 %	-9,45 %	589	824 600	6,03
BRVM - AGRICULTURE	5	107,32	0,08 %	24,01 %	10 000	25 028 675	8,96
BRVM - DISTRIBUTION	7	204,10	1,74 %	-9,86 %	2 591	2 422 315	12,71
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	370,16	0,00 %	7,14 %	1 300	390 000	4,66
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,39	
Taux de rendement moyen du marché	8,01	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,19	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	88	
Volume moyen annuel par séance	170 928,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 125 346 572,71	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,40	
Ratio moyen de satisfaction	56,50	
Ratio moyen de tendance	2 352,45	
Ratio moyen de couverture	4,25	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	2,88	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BENIN Avenue Charles de Gaulle Cotonou BP 2805 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 20 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 820 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA 01 BP 3502 Abidjan 01 Tél : (225) 20 31 55 50 Fax : (225) 20 32 47 77	 GUINÉE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau, Avenue Pinau Nalua CP 18 Bissau Tél : (463) 320 16 52 Fax : (463) 320 16 02	 MALI Immeuble SONAVE, ACI 2000 Handalaya B.P. E. 1390 - Bamako Tél : (223) 44 98 18 10 Fax : (223) 44 98 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la constitution BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 66 92 Fax : (227) 20 73 66 47	 SENEGAL 7, rue Jean Mérimée BP 1806 Dakar - Plateau Tél : (221) 33 82 15 18 Fax : (221) 33 82 15 06	 TOGO 4691, Boulevard G. GNANSSINGBE Eyadéma, Immeuble 022 Togo BP 3262 Lomé Tél : (228) 22 81 23 16 Fax : (228) 22 26 24 41
---	--	---	---	---	---	--	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Entreprise

Disney accélère son virage vers les ventes en ligne

Le géant du divertissement a annoncé mercredi la fermeture prochaine d'« au moins 60 boutiques » en Amérique du Nord, soit 20 % de son réseau mondial de points de vente physiques. La maison mère de Mickey compte dans le même temps lancer sa plateforme de ventes en ligne « shopDisney ».



• Il existe actuellement 300 « Disney Stores » dans le monde. (Drew Angerer/GETTY IMAGES NORTH AMERICA/Getty Images via AFP)

Après une année 2020 très difficile, Disney ne veut plus perdre de temps dans la transformation de sa stratégie de vente de produits dérivés. Mercredi, le géant américain du divertissement a annoncé qu'il allait fermer « au moins soixante » de ses magasins en Amérique du Nord cette année pour se concentrer sur ses activités de vente en ligne. Ce nombre représente environ 20 % des 300 « Disney Stores » dans le monde. En comptant les boutiques présentes dans ses parcs à thèmes, la société possède en tout environ 600 magasins physiques. Le groupe passe aussi par d'autres distributeurs pour vendre ses produits, comme Target aux États-Unis ou encore Alshaya au Moyen-Orient. Disney ne précise pas la localisation précise des sites concernés, ni le nombre de suppressions d'emploi que ces fermetures vont provo-

quer. Le sort des boutiques européennes est actuellement à l'étude.

Ventes en baisse

Ces fermetures ne seront qu'une première étape. Le numéro un mondial du divertissement souligne en effet, dans un communiqué, qu'il entend « réduire de manière significative ses points de vente physiques ». En 2020, Disney a enregistré un recul de 7 % de ses ventes en magasins, à 4,2 milliards de dollars, en grande partie en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19. Mais la pandémie ne fait qu'accélérer une transformation à long terme sur laquelle travaillait déjà le groupe. « Le comportement des consommateurs s'est déplacé vers les achats sur internet et, parallèlement, la pandémie a modifié ce que les consommateurs attendent d'un distributeur », estime ainsi Stephanie Young, responsable des produits de consommation, des jeux et

de l'édition pour Disney, cité dans le communiqué.

Nouvelle plateforme, nouveaux produits

En réponse à cette évolution, Disney souhaite développer l'an prochain sa plateforme de vente « shopDisney » et développer l'intégration de cette dernière avec les applis mobiles consacrées à ses parcs d'attractions et avec sa présence sur les réseaux sociaux. Ces modifications seront accompagnées par la création de nouveaux produits des différentes marques détenues par Disney (vêtements pour adulte, streetwear, produits pour la maison...), ajoute le communiqué. Surtout, la centralisation sur un seul site internet permettra de rendre plus accessible la totalité de l'immense catalogue de produits dérivés déjà existant chez Disney, qui détient notamment Pixar, Marvel et Star Wars.

Avec agences

Aluminium

Les États-Unis veulent sanctionner le dumping dans 18 pays

Le département américain du Commerce se prépare à infliger des taxes aux exportateurs de plaques d'aluminium dans 18 pays, considérant qu'ils ont bénéficié de subventions et eu recours au dumping.

La Commission internationale pour le Commerce (ITC), un organisme indépendant, devra encore approuver une décision en ce sens avant le 15 avril, a indiqué le ministre dans un communiqué. Elle fait suite à une enquête initiée sous la présidence de Donald Trump à la demande d'une dizaine de producteurs américains d'alliage d'aluminium dont Arconic et Aleris Rolled products, qui estiment que des importations à bas prix leur portent

préjudice. L'administration de Joe Biden estime que les importations en provenance d'Allemagne en particulier (287 M USD en 2019) ont bénéficié de mesures de dumping de l'ordre de 40 à 242%. Même chose pour celles en provenance de Bahreïn, qui auraient profité de prix de vente inférieurs aux coûts de production locaux, et d'Inde, qui auraient été subventionnées à hauteur de 35 à 89%, selon l'enquête. En octobre, l'administration Trump avait indiqué avoir déjà commen-

cé à introduire des droits de douane préliminaires en lien avec l'enquête. Sont aussi concernés le Brésil, la Croatie, l'Égypte, la Grèce, l'Indonésie, Oman, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, l'Espagne, Taïwan et la Turquie. « Si l'ITC confirme le préjudice, le département du commerce ordonnera des mesures anti-dumping ou de droits compensatoires », précise le département.

(AFP)

Livraison de repas

Deliveroo roule vers la Bourse de Londres

Le britannique entend profiter de l'assouplissement des règles encadrant les cotations à la City pour se lancer sur les marchés dans les prochaines semaines.



• Mature sur la livraison de repas, Deliveroo s'aventure peu à peu sur d'autres segments, comme la livraison de courses où les partenariats avec les restaurants. (SOPA Images/SIPA)

Deliveroo prend rendez-vous avec la City. Dans un communiqué publié jeudi, la plateforme britannique de livraison de repas révèle son intention de s'introduire en Bourse à Londres, sans donner de dates précises. Hasard ou non, l'annonce coïncide avec la contre-attaque du gouvernement de Boris Johnson, qui souhaite assouplir les règles encadrant les cotations pour attirer les pépites de la tech.

« C'est une très bonne nouvelle que [Deliveroo] ait choisi les marchés britanniques pour la prochaine étape de sa croissance », se félicite le ministre des Finances Rishi Sunak, qui est - détail révélateur -, cité dans le communiqué. Ce dernier a levé mercredi le voile sur un rapport très attendu, dans lequel l'ex-commissaire européen devenu Lord, Jonathan Hill, propose des réformes pour rivaliser avec les places boursières les plus attractives pour les sociétés à forte croissance, comme New York ou Amsterdam.

Contrôle

Économie

Swiss perd 654 millions en 2020

La compagnie helvétique enregistre une perte de 654 millions de francs l'an dernier. Le chiffre d'affaires est en baisse de plus de 65,4%.

Swiss a présenté ce jeudi ses chiffres annuels fortement touchés par la pandémie de coronavirus. Les restrictions mondiales sur les voyages ont entraîné un effondrement sans précédent de la demande, indique la compagnie. En 2020, les recettes ont chuté de 65,2%, avec une perte d'exploitation de 654 millions de francs suisses. En 2019, le bénéfice d'exploitation était de 578 millions. Selon Swiss, c'est la première fois en 15 ans que la compagnie boucle l'exercice financier sur un résultat

négatif. En 2020, le nombre de passagers de Swiss a diminué de 74,5%. La compagnie aérienne a transporté un total de 4 790 372 passagers et a effectué 68,2 % de vols en moins.

Perte record chez Lufthansa

Propriétaire de Swiss, le premier groupe européen du transport aérien Lufthansa, sauvé de la faillite par l'État, a subi en 2020 une perte record de 6,7 milliards d'euros et prévoit également une

année 2021 dans le rouge en raison de la pandémie de Covid-19, qui a plongé le secteur dans une crise sans précédent. L'entreprise, qui n'a opéré que 31% de ses capacités l'année passée, a revu à la baisse ses prévisions de demande pour 2021 en raison d'une plus lente reprise des voyages. Elle ne prévoit un retour à 90% de l'offre, comparé au niveau de 2019, que d'ici « le milieu de la décennie ».

Avec lesechos.fr

(AFPE)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Les influences astrales vous resteront encore assez favorables. Mais la chance pure vous tournera résolument le dos. Méfiez-vous donc de vos moments d'euphorie que vous distillera le climat lunaire de la journée, ceci afin de ne pas dépenser l'argent que vous n'aurez pas gagné aux jeux ou dans les spéculations.

Taureau Sur le plan financier, vos projets s'avèreront tout à fait satisfaisants, et les influx astraux vous aideront à les réaliser sans trop de peine. Vous devrez néanmoins savoir éviter de vous laisser dévorer par une ambition démesurée.

Gémeaux Ce ne sera absolument pas le moment de vous lancer dans les affaires. En plus de votre manque de jugement et de clairvoyance, vous aurez tendance à vous montrer intolérant, ce qui est susceptible de vous causer quelques déboires sur le plan financier.

Cancer Le secteur argent sera touché par cette configuration de Neptune. Tous ceux d'entre vous qui se sont trop endettés vont devoir chercher des solutions pour retrouver l'équilibre. Le mieux serait de prendre rendez-vous avec votre banquier.

Lion Une grande prudence sera requise dans le placement des capitaux et des économies. Méfiez-vous d'offres trop alléchantes, qui pourront cacher une escroquerie susceptible de vous mener au désastre.

Vierge La présente configuration astrale n'aura pas d'effet sur vos finances si vous gérez correctement votre budget. Mais, dans le cas contraire, vous risquez de voir votre situation momentanément ébranlée par les conséquences d'erreurs passées. Si c'est le cas, vous n'aurez pas trente-six solutions : cette fois, il faudra régler correctement, et si possible définitivement, le problème.

Balance Aujourd'hui, vous pourriez bénéficier d'un concours de circonstances particulièrement favorable sur le plan financier. Il peut s'agir d'opportunités ou d'occasions vous aidant à envisager des placements boursiers ou des transactions très avantageuses.

Scorpion Gérez sagement votre budget, et tout ira bien. Les astres n'auront pratiquement aucune influence sur votre équilibre financier cette fois. Vous voilà donc à l'abri des difficultés imprévues qu'auraient pu provoquer des planètes négatives. En revanche, vous ne pourrez pas non plus compter sur le soutien providentiel d'astres bénéfiques.

Sagittaire Vous serez favorisé financièrement. Sans aller jusqu'à vous assurer un pactole, les astres vous permettront de vivre sans souci. Vous serez bien placé pour toute question liée au patrimoine, à un héritage, à une succession ; vous saurez faire fructifier ces biens de manière avisée et opportune.

Capricorne Pluton mal placé dans votre Ciel vous soufflera de mauvaises idées. Même si vous avez des dépenses à faire, essayez de limiter les achats au strict minimum, sans quoi vous auriez ensuite beaucoup de mal à retrouver l'équilibre.

Verseau Avec le départ de Saturne de votre Ciel, vous pourrez reprendre confiance concernant votre vie matérielle. La période des vaches maigres est terminée, et vous devriez retrouver un niveau de vie plus satisfaisant. Vous pourrez rembourser vos dettes si vous avez dû emprunter.

Poissons Des problèmes de succession risquent de se poser avec acuité. Essayez de vous en débarrasser au plus vite, ou ils vous empoisonneront indéfiniment la vie.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



Les nouveaux actes fiscaux

Validité d'un (01) an

Validité de trois (03) mois

QUITUS FISCAL

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Togo - Liberté - Paix

COMMISSARIAT GÉNÉRAL
COMMISSARIAT DES IMPÔTS
DIVISION IMPÔTS DOUANE

NUMÉRO DE MATRICULE: 2012201

LE COMMISSAIRE DES IMPÔTS SOUSCRIT AINSI QU'IL :

CONTRIBUTABLE

NOM: [] PRÉNOM: []

RESIDENCE: []

ACTIVITÉ: []

ADRESSE: []

DATE: []

Fait à Lomé, le 05/01/2021

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Togo - Liberté - Paix

COMMISSARIAT GÉNÉRAL
COMMISSARIAT DES IMPÔTS
DIVISION IMPÔTS DOUANE

NUMÉRO DE MATRICULE: 2012201

LE COMMISSAIRE DES IMPÔTS SOUSCRIT AINSI QU'IL :

CONTRIBUTABLE

NOM: [] PRÉNOM: []

RESIDENCE: []

ACTIVITÉ: []

ADRESSE: []

DATE: []

Fait à Lomé, le 05/01/2021

Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité.
- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité ;
- n'avoir jamais fait l'objet d'une mise en demeure ;
- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane

- des marchandises importées par des contribuables inactifs ;
- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.

Cantines scolaires au Togo

Déjà 22 milliards de francs CFA dépensés

Le gouvernement togolais a mis en œuvre le programme de cantines scolaires pour assurer un bien-être aux écoliers dans les établissements publics, à ce jour 22 milliards FCFA ont été déposés.



● Bernard AFAWOUBO

Au Togo, le programme de cantines scolaires est une sous-composante du projet de Filets sociaux et services de base (FSB) mis en œuvre pour assurer aux communautés pauvres un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets sociaux. Du nord au sud du pays, il contribue au bien-être des écoliers dans les établissements primaires publics, accroît l'accès des enfants des ménages pauvres à des repas réguliers, améliore la fréquentation et la rétention dans les écoles des zones ciblées. Les cantines scolaires sont financées à coup de milliards sur le territoire. Mais au vu des retombées hautement positives, le jeu en vaut la chandelle. Depuis 2008, le programme d'alimentation scolaire a permis de servir plus de 76 millions de repas aux écoliers togo-

lais, pour un coût de près de 22 milliards de francs CFA. Hier comme aujourd'hui, l'initiative sert à réduire la faim et la malnutrition infantile en milieu scolaire, améliorer le taux de scolarisation et le développement de l'économie locale. L'Assemblée nationale togolaise a adopté la loi n°2020-007 du 26 juin 2020 relative à l'alimentation scolaire afin d'accroître l'impact de ce programme de lutte contre la déscolarisation. Récemment en Conseil des ministres, le gouvernement a parcouru les textes visant à opérationnaliser les évolutions contenues dans cette loi notamment les modalités d'approvisionnement et de stockage des produits destinés à l'alimentation scolaire. En 2020, en ce qui concerne les filets sociaux, plus de 97 000 écoliers ont eu accès à 8,2 millions de repas chauds et plus de 59 000 ménages vulnérables ont bénéficié des transferts monétaires (15 000

francs CFA par trimestre). Un an plus tôt (2019), le programme a touché 94 552 élèves avec 14 708 152 repas servis. A ce jour, le nombre d'écoles dotées de cantines s'élève à plus de 300 sur le territoire. Depuis l'opérationnalisation du programme d'alimentation scolaire, 82,5 millions de repas chauds sont servis à plus de 90 000 élèves en moyenne chaque année. Au cours des 05 prochaines années, le Togo renforcera la fourniture de services sociaux aux élèves à travers le programme "School Assur" et les cantines scolaires. Comme contenu dans les engagements quinquennaux de Faure Gnassingbé, il est prévu l'extension de la fourniture de repas communautaires en milieu scolaire avec la multiplication par 03 du nombre d'écoles dotées de cantines scolaires et le triplement du nombre d'apprenants bénéficiaires qui sera porté à 300 000.

Covid-19

De fortes mesures restrictives planent sur Lomé

La recrudescence des cas de Covid-19 au Togo inquiète les autorités sanitaires du pays. Le cas de la capitale togolaise interpelle beaucoup plus le Médecin-Colonel Mohaman Awalou Djibril, Coordonnateur de la CNGR.



● Médecin Colonel Djibril Mohaman/Photo ALome

Intervenant sur la question ce mercredi, il a laissé entendre que 569 patients sur 620 enregistrés la semaine dernière au Togo, proviennent de Lomé. Une situation qu'il déplore. Selon lui, elle résulte d'un relâchement des mesures barrières de ces concitoyens. Dès lors, le coordonnateur national de la coordination nationale de riposte à la Covid-19 annonce de fortes mesures restrictives dans les jours qui viennent.

En attendant, le Prof Djibril invite les uns et les autres au respect des gestes barrières. Les Togolais sont donc invités au port obligatoire des masques, à l'application de la distanciation sociale. De même, le lavage régulier des mains et l'utilisation des gels hydro-alcooliques. Sans quoi, les autorités sanitaires seront forcées d'appliquer de nouvelles mesures. Celles-ci, selon le chef de CNGR, sous-entendent la restauration du

couvre-feu. Un nouveau bouclage de la ville de Lomé ainsi que la fermeture des lieux de culte. Par ailleurs, le gouvernement recommande la création des comités de veille dans chaque secteur, notamment sociétés, industries, écoles, bars et restaurants. Ces comités, note le prof Djibril, s'assureront du respect des mesures barrières.

Avec icilome.com

Environnement

L'ANGE et son approche écolo

L'Agence nationale de gestion de l'environnement (ANGE) veut davantage se faire connaître à travers une rencontre qu'elle organise les 11 et 12 mars prochains autour de sa mission...

Cette réunion de deux jours mobilisera les acteurs de développement durable et permettront aux participants de mieux connaître les approches de l'institution dans la lutte contre la dégradation de l'environnement au Togo. Créée par la loi 2008-005 du 30 mai 2008 portant loi-cadre sur l'environnement, l'ANGE a pour mission la promotion d'un cadre de partenariat favorisant une gestion participative de l'environnement dans le pays. Elle s'appuie sur le Plan national de dé-

veloppement (PND) pour mener ses actions d'accompagnement des citoyens dans la préservation de l'environnement dans une perspective de jouissance de leur droit à un environnement sain. La rencontre des 11 et 12 mars 2021 sera une occasion les participants issus des institutions étatiques, des organisations du système des Nations unies, de la société civile de se faire rappeler l'importance de maintenir l'équilibre entre eux et la nature. "C'est sur la base de cette vision écologique qu'est

développée la politique d'environnement au Togo", insiste Koffi Efanam Adadji, le Directeur de l'ANGE, au micro d'un confrère en ligne. Et d'ajouter: "Ainsi, la problématique d'environnement est abordée à la fois en termes de préservation de l'environnement et en termes d'enjeux humains. La création de l'agence nationale de gestion de l'environnement (A.N.G.E.) s'inscrit alors dans une politique de développement durable".

Avec icilome.com

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso		
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	
Populationdata		
Chiffres clés		
Valeur	Sources	
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata



WAKA
SPAGHETTI

WAKA TOGO GROUP SARL U
 Direction générale, Rue de France 10 ADK en face de la
 Direction Générale BTCI à côté de l'hôtel Yabisso.
 Tél : (228) 22229091/ 98357958 /92903333 Fax : (228) 22229090

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lomaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56